



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 16 décembre 2022

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Excusé(e)s :

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Vincent MAURIN, M. Patrick DAVET, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANNEY, Mme Pascale GOT.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 5 décembre 2022.

- Délibération n° : 19-2022

- Objet : Adhésion à l'offre de service de prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde (CDG 33).**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 16 décembre 2022, à Audenge approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 16 décembre 2022

Délibération n° : 19-2022

Objet : Adhésion à l'offre de service de prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde (CDG 33).

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 452-47, L. 812-3 et L. 812-4 ;

Vu la Loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail ;

Vu Le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le règlement de fonctionnement du service prévention et santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;

Vu la convention d'adhésion à l'offre de service proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde telle qu'annexée à la présente délibération,

Considérant :

- Que les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité ;
- Que les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive pour leurs agents ;
- Que le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents territoriaux du fait de leur travail, notamment en surveillant leur état de santé, les conditions d'hygiène du travail ainsi que les risques de contagion ;
- Que les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande,
- Que le Centre de Gestion de la Gironde propose une offre de service avec la création d'un socle de prestations de base en remplacement des offres de médecine préventive et professionnelle et de conseil en prévention préalablement utilisées par le SMPBA,

Sur proposition de Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 16 décembre 2022 décide :

- De solliciter le Centre de Gestion de la Gironde pour bénéficier de l'offre de service de prévention et de santé au travail ;

- D'autoriser Monsieur Le Président à signer la convention correspondante telle qu'annexée à la présente délibération ;
- De prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité

Fait et délibéré à Audenge, le 16 décembre 2022

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.